

Audience publique du 11 juin 2018

Recours formé par Monsieur,,
contre trois décisions du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de protection internationale (art. 27, L.18.12.2015)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 41138 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 11 mai 2018 par Maître Sarah Moineaux, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, alias, né le à (Maroc), de nationalité marocaine, demeurant à L-...., tendant à la réformation de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 23 avril 2018 de statuer sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, de la décision du même ministre du même jour portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 29 mai 2018 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions déferées ;

Le juge rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Sarah Moineaux et Madame le délégué du gouvernement Elisabeth Pesch en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 4 juin 2018.

Le 19 janvier 2017, Monsieur, alias, ci-après désigné par « Monsieur », introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après dénommé « le ministère », une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Les déclarations de Monsieur sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, section police des étrangers et des jeux, dans un rapport du même jour.

Le 27 février 2018, Monsieur fut entendu par un agent du ministère sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 23 avril 2018, notifiée à l'intéressé par lettre recommandée envoyée le 24 avril 2018, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, désigné ci-après par « le ministre », informa Monsieur qu'il avait statué sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée en se basant sur les dispositions de l'article 27 (1) sous a) de la loi du 18 décembre 2015 et que sa demande avait été refusée comme

non fondée, tout en lui ordonnant de quitter le territoire dans un délai de trente jours à compter du jour où la décision deviendrait définitive.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 11 mai 2018, Monsieur a fait déposer un recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 23 avril 2018 de statuer sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, de la décision du même ministre du même jour portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte.

Etant donné que l'article 35 (2) de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, contre la décision de refus d'une demande de protection internationale prise dans ce cadre et contre l'ordre de quitter le territoire prononcé dans ce contexte, et attribue compétence au président de chambre ou au juge qui le remplace pour connaître de ce recours, la soussignée est compétente pour connaître des recours en réformation dirigés contre les décisions du ministre du 23 avril 2018 telles que déferées.

A titre liminaire, le délégué du gouvernement a soulevé à travers son mémoire en réponse l'irrecevabilité *ratione temporis* du recours du demandeur, déposé par son litismandataire au greffe du tribunal administratif en date du 11 mai 2018. Il estime que la décision ayant été notifiée le 25 avril 2018, le délai pour le dépôt du recours aurait expiré le 10 mai 2018.

La soussignée rappelle qu'aux termes de l'article 35 (2) de la loi du 18 décembre 2015 : « *Contre la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée et de la décision de refus de la demande de protection internationale prise dans ce cadre, de même que contre l'ordre de quitter le territoire, un recours en réformation est ouvert devant le tribunal administratif. Le recours contre ces trois décisions doit faire l'objet d'une seule requête introductive, sous peine d'irrecevabilité du recours séparé. Il doit être introduit dans un délai de quinze jours à partir de la notification. (...)* ».

Il se dégage des pièces et éléments du dossier administratif que la décision ministérielle litigieuse a été notifiée au demandeur par courrier recommandé envoyé en date du 24 avril 2018, suivant les indications non contestées figurant sur la décision elle-même. Le litismandataire de Monsieur a relevé dans la requête introductive d'instance, ainsi que sur la décision versée avec ledit acte, qu'il a réceptionné la décision ministérielle litigieuse le 25 avril 2018. A l'audience des plaidoiries, le délégué du gouvernement a versé la preuve de la notification de la décision à Monsieur qui a été réceptionnée le 26 avril 2018.

Etant donné que la preuve de la réception de la décision au 26 avril 2018 a été apportée par la partie étatique, le délai de quinze jours a commencé à cette date pour se terminer au 11 mai 2018, date du dépôt de la requête introductive d'instance, de sorte que celle-ci a été introduite dans le délai légal.

A titre superfétatoire, même dans l'hypothèse où la notification aurait été réputée valable le 25 avril 2018, le délai de quinze jours aurait couru à partir dudit jour pour s'arrêter au 10 mai 2018, jour férié légal, à savoir l'Ascension, de sorte que le délai pour le dépôt du recours aurait été, en application de la Convention européenne sur la computation des délais

signée à Bâle le 16 mai 1972, reporté au jour ouvrable suivant, à savoir le 11 mai 2018, date à laquelle le recours a été effectivement déposé.

Au vu des éléments qui précèdent, le recours contentieux du demandeur doit partant être déclaré recevable, pour avoir été par ailleurs introduit dans les formes de la loi.

Le demandeur renvoie tout d'abord à ses déclarations telles qu'actées dans le procès-verbal de son audition auprès du ministère.

A titre liminaire, il demande à ce qu'il lui soit donné acte qu'il renonce au statut de réfugié et qu'il attaque la décision ministérielle lui refusant la protection internationale uniquement en ce qui concerne la protection subsidiaire.

Contre la décision du ministre de statuer dans le cadre d'une procédure accélérée, le demandeur renvoie également aux développements réalisés dans le recours contre la décision du ministre de lui refuser la protection subsidiaire, dans la mesure où celui-ci emporterait la conviction de la soussignée que le ministre l'aurait débouté à tort de sa demande de protection subsidiaire, et qu'en conséquence, il n'aurait pu lui refuser ce statut dans le cadre d'une procédure accélérée.

A l'appui de son recours dirigé contre le refus de lui accorder la protection subsidiaire, le demandeur reproche au ministre de ne pas avoir retenu que les faits qu'il aurait relatés seraient suffisamment graves pour être qualifiés d'atteintes graves au sens de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015. Il aurait ainsi fait l'objet de violences physiques de la part de son père et de la nouvelle épouse de ce dernier. Après avoir fui le domicile familial, il aurait également subi des violences dans l'orphelinat où il aurait trouvé refuge. Il se serait de nouveau enfui pour cette raison et aurait finalement erré dans les rues de Tanger avant de prendre la route vers l'Europe. Il fait encore valoir qu'il craindrait, en cas de retour, d'être confronté aux violences qu'il aurait d'ores et déjà vécues au Maroc, et de se retrouver dans la rue où il pourrait être la proie d'adultes malveillants et de réseaux criminels qui auraient pour but de l'exploiter. Il donne à considérer à cet égard que le fait qu'il soit, à présent, majeur n'aurait aucune incidence sur les actes dont il craint faire l'objet, notamment au vu de sa vulnérabilité. En ce qui concerne la protection disponible au Maroc, il indique que les auteurs des atteintes graves dont il aurait été victime seraient des acteurs non-étatiques. Il n'aurait cependant pas requis l'aide des autorités marocaines, outre le fait qu'il aurait été dans l'ignorance au vu de son très jeune âge, par peur des représailles de la part de son père et de sa belle-mère. Il ajoute qu'il aurait pensé être protégé lorsqu'il se serait réfugié dans un orphelinat, ce qui n'aurait pas été le cas. Monsieur précise encore que ni les autorités marocaines, ni les associations citées par le ministre, ne lui seraient venues en aide pendant la période où il se serait retrouvé dans la rue, bien qu'il aurait été à la vue de tous dans une situation de grand danger et de détresse. Ainsi, le fait qu'il ne se soit pas adressé aux autorités de son pays d'origine serait justifié, dans la mesure où celles-ci auraient publiquement manifesté leur désintérêt pour la protection des mineurs en danger. Enfin, il fait valoir que l'Observatoire national de l'enfant du Maroc (ONDE), organisme cité par le ministre, ne pourrait pas être qualifié d'agent de protection au sens de l'article 40 de la loi du 18 décembre 2015, de même que les associations visées dans la décision litigieuse.

A l'appui de son recours contre l'ordre de quitter le territoire, le demandeur sollicite la réformation en tant que conséquence de la réformation de la décision ministérielle de statuer sur sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée et de celle portant refus d'octroi de la protection subsidiaire.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours, pris en son triple volet, en reprenant en substance les motifs de refus à la base des décisions déferées.

1) Quant au volet du recours dirigé contre la décision de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée

Aux termes de l'article 35 (2) de la loi du 18 décembre 2015, « *Contre la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée et de la décision de refus de la demande de protection internationale prise dans ce cadre, de même que contre l'ordre de quitter le territoire, un recours en réformation est ouvert devant le tribunal administratif. Le recours contre ces trois décisions doit faire l'objet d'une seule requête introductive, sous peine d'irrecevabilité du recours séparé. Il doit être introduit dans un délai de quinze jours à partir de la notification. Le président de chambre ou le juge qui le remplace statue dans le mois de l'introduction de la requête. Ce délai est suspendu entre le 16 juillet et le 15 septembre, sans préjudice de la faculté du juge de statuer dans un délai plus rapproché. Il ne peut y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête introductive. La décision du président de chambre ou du juge qui le remplace n'est pas susceptible d'appel.*

Si le président de chambre ou le juge qui le remplace estime que le recours est manifestement infondé, il déboute le demandeur de sa demande de protection internationale. Si, par contre, il estime que le recours n'est pas manifestement infondé, il renvoie l'affaire devant le tribunal administratif pour y statuer ».

Il en résulte qu'il appartient au magistrat, siégeant en tant que juge unique, d'apprécier si le recours est manifestement infondé, et dans la négative, de renvoyer ledit recours devant le tribunal administratif siégeant en composition collégiale pour y statuer.

A défaut de définition contenue dans la loi du 18 décembre 2015 de ce qu'il convient d'entendre par un recours « *manifestement infondé* », il appartient à la soussignée de définir cette notion et de déterminer, en conséquence la portée de sa propre analyse.

Il convient de prime abord de relever que l'article 35 (2) de la loi du 18 décembre 2015 dispose que l'affaire est renvoyée ou non devant le tribunal administratif selon que le recours est ou n'est pas manifestement infondé, de sorte que la notion de « *manifestement infondé* » est à apprécier par rapport aux moyens présentés à l'appui du recours contentieux, englobant toutefois nécessairement le récit du demandeur tel qu'il a été présenté à l'appui de sa demande et consigné dans son rapport d'audition.

Le recours est à qualifier comme manifestement infondé si le rejet des différents moyens invoqués s'impose de manière évidente, en d'autres termes, si les critiques soulevées par le demandeur à l'encontre des décisions déferées sont visiblement dénuées de tout fondement. Dans cet ordre d'idées, il convient d'ajouter que le recours qui ne serait pas manifestement infondé n'implique pas pour autant qu'il soit nécessairement fondé. En effet, dans une telle hypothèse, aux termes de l'article 35 (2) de la loi du 18 décembre 2015, seul un renvoi du recours devant une composition collégiale du tribunal administratif sera réalisé pour qu'il soit statué sur le fond dudit recours.

Force est de relever qu'en l'espèce, la décision ministérielle déferée est fondée sur le point a) de l'article 27 (1) de la loi du 18 décembre 2015, qui dispose que :

« (1) Sous réserve des articles 19 et 21, le ministre peut statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée dans les cas suivants:

- a) *le demandeur, en déposant sa demande et en exposant les faits, n'a soulevé que des questions sans pertinence au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale ; (...) ».*

Il s'ensuit qu'aux termes de l'article 27 (1) a) de la loi du 18 décembre 2015, le ministre peut statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale par voie de procédure accélérée s'il apparaît que les faits soulevés lors du dépôt de la demande sont sans pertinence au regard de l'examen de cette demande.

La soussignée est dès lors amenée à analyser si les moyens avancés par le demandeur à l'encontre de la décision du ministre de recourir à la procédure accélérée sont manifestement dénués de tout fondement, de sorte que leur rejet s'impose de manière évidente ou si les critiques avancées par le demandeur ne permettent pas d'affirmer en l'absence de tout doute que le ministre a valablement pu se baser sur l'article 27 (1) a) de la loi du 18 décembre 2015 pour analyser sa demande dans le cadre d'une procédure accélérée, le recours devant alors dans cette hypothèse être renvoyé devant une composition collégiale du tribunal administratif.

Afin d'analyser si le demandeur n'a soulevé que des questions sans pertinence au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale, il y a d'abord lieu de relever qu'en vertu de l'article 2 h) de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

Etant donné que Monsieur a expressément renoncé au volet de sa demande de protection internationale tendant à l'octroi du statut de réfugié, la soussignée limitera son analyse au refus ministériel d'octroi de la protection subsidiaire.

Il échet de relever qu'aux termes de l'article 2 g) de la loi 18 décembre 2015, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48, l'article 50, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* », l'article 48 de la même loi énumérant, en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Il suit de ces dispositions, ensemble celles des articles 39¹ et 40² de la loi du 18 décembre 2015, que l'octroi de la protection subsidiaire est notamment soumis à la double condition que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 48, précité, de la loi du 18 décembre 2015, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c), précités, de l'article 48, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens des articles 39 et 40 de cette même loi.

En l'espèce, le demandeur avance comme motif des actes subis lors de sa minorité, à savoir les maltraitances subies de la part de son père et de la nouvelle femme que ce dernier a épousé en 2015.

Etant donné que dans le cadre d'un recours en réformation la soussignée apprécie la situation de droit et de fait telle qu'elle se présente au moment où elle statue, et qu'en l'espèce, le demandeur est entretemps devenu majeur, il échet de retenir que le fait que Monsieur ait été mineur lorsqu'il a subi les maltraitances de son père et de sa belle-mère, et celles de personnes non autrement identifiées dans un orphelinat, ne permet pas de retenir qu'il serait *actuellement* susceptible de faire l'objet de tels actes en cas de retour.

Cette analyse n'est pas remise en cause par l'affirmation non circonstanciée du demandeur selon laquelle le fait qu'il soit devenu majeur n'aurait aucune incidence sur les faits qu'il craindrait de subir en cas de retour, ce dernier restant en défaut d'expliquer les raisons pour lesquelles, en tant que majeur, il serait exposé aux mêmes actes.

En outre, le fait d'invoquer qu'il risquerait de se retrouver à la rue où il serait la proie d'adultes malveillants et de réseaux criminels qui auraient pour but de l'exploiter n'ébranle pas non plus la prédite analyse, dans la mesure où Monsieur ne se base sur aucun élément concret permettant de corroborer ses affirmations.

Par voie de conséquence, la soussignée est amenée à conclure que le recours, en ce qu'il est dirigé contre la décision du ministre de statuer dans le cadre d'une procédure accélérée, est à déclarer manifestement infondé dans la mesure où le demandeur n'a pas étayé le caractère pertinent des faits soumis à son appréciation au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection subsidiaire.

2) Quant au recours dirigé contre la décision de refus d'accorder une protection internationale

S'agissant du recours dirigé contre le refus du ministre d'accorder au demandeur la protection subsidiaire, force est à la soussignée de retenir, pour les mêmes motifs exposés ci-

¹ « Les acteurs des persécutions ou des atteintes graves peuvent être :

a) l'Etat ;

b) des partis ou des organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci ;

c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves. ».

² « (1) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par :

a) l'Etat, ou

b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient disposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.

(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection.

(3) Lorsqu'il détermine si une organisation internationale contrôle un Etat ou une partie importante de son territoire et si elle fournit une protection au sens du paragraphe (2), le ministre tient compte des orientations éventuellement données par les actes du Conseil de l'Union européenne en la matière. »

avant, que le demandeur reste en défaut de démontrer qu'il courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48, de sorte que c'est à bon droit que le ministre a refusé au demandeur la protection subsidiaire.

Dès lors, le volet du recours dirigé contre la décision du ministre portant refus d'accorder au demandeur la protection subsidiaire est à déclarer comme étant manifestement infondé.

Il s'ensuit que le demandeur est à débouter de sa demande de protection subsidiaire.

3) Quant à la décision portant ordre de quitter le territoire

Quant à la décision portant ordre de quitter le territoire, aux termes de l'article 34 (2) de la loi du 18 décembre 2015, « *une décision du ministre vaut décision de retour. (...)* ». En vertu de l'article 2 q) de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ». Si le législateur n'a pas expressément précisé que la *décision* du ministre visée à l'article 34 (2), précité, est une *décision négative*, il y a lieu d'admettre, sous peine de vider la disposition légale afférente de tout sens, que sont visées les décisions négatives du ministre. Il suit dès lors des dispositions qui précèdent que l'ordre de quitter est la conséquence automatique du refus de protection internationale.

Dans la mesure où la soussignée vient de retenir que le recours dirigé contre le refus de la protection subsidiaire est manifestement infondé de sorte que c'est, à juste titre, que le ministre a rejeté la demande de protection internationale de Monsieur dès lors qu'un retour dans son pays d'origine ne l'exposerait pas à des atteintes graves au sens de la loi du 18 décembre 2015, il a valablement pu assortir cette décision d'un ordre de quitter le territoire.

Il s'ensuit que le recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire est à son tour à rejeter pour être manifestement infondé.

Par ces motifs,

le juge, siégeant en remplacement du président de la deuxième chambre du tribunal administratif, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre les décisions ministérielles du 23 avril 2018 de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée, sur celle portant refus d'une protection internationale et sur celle portant ordre de quitter le territoire ;

donne acte au demandeur qu'il renonce au volet de sa demande de protection internationale tendant à l'octroi du statut de réfugié ;

au fond, déclare le recours en réformation dirigé contre les trois décisions manifestement infondé et en déboute ;

déboute le demandeur de sa demande de protection internationale ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 11 juin 2018 par la soussignée, Michèle Stoffel, juge au tribunal administratif, en présence du greffier assumé Lejila Adrovic.

s. Lejila Adrovic

s. Michèle Stoffel

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 11.06.2018
Le greffier du tribunal administratif